

L'Adresse—Le très hon. M. Trudeau

ne pouvons pas constamment fixer les prix sur les marchés mondiaux pour les matières premières que nous produisons, qu'il s'agisse de minerais ou de ressources renouvelables comme le bois de charpente. Dans ce domaine aussi, le nombre d'emplois diminue proportionnellement à la baisse des prix.

Dans le domaine de la fabrication, la situation est peut-être encore plus précaire. Notre industrie de la fabrication doit rester compétitive, soit en produisant autant que les autres, soit, si notre productivité est plus faible que celle des autres pays, en ayant des salaires et des bénéfices moins élevés qu'ailleurs. D'autre part, si nous voulons que les salaires et les bénéfices de notre industrie et de la fabrication concordent avec ceux des autres pays, nous devons être aussi productifs qu'eux. Nous n'avons réussi ni d'un côté ni de l'autre. C'est bien beau de souhaiter que les entrepreneurs acceptent des bénéfices moins élevés. Le NPD en particulier le souhaite depuis longtemps. Cependant, la réalité très simple qui prime pour l'instant, c'est que les capitaux sont très mobiles. Si les bénéfices des Canadiens sont moins élevés...

M. Broadbent: C'est du Adam Smith de la première année.

M. Trudeau: Le chef du NPD cite des noms, monsieur l'Orateur. Il a lu autre chose que Karl Marx; il s'est rendu jusqu'à Adam Smith.

Des voix: Bravo!

M. Broadbent: Quant à vous, vous n'êtes pas allé plus loin que la philosophie d'Adam Smith.

M. Trudeau: Si les capitaux donnent un meilleur rendement ailleurs, ils s'en vont ailleurs. Ce qu'il faut faire si notre productivité est inférieure, c'est accepter des salaires inférieurs, mais notre productivité est-elle vraiment plus faible que celle des autres pays? Les Canadiens ne sont certainement pas improductifs. Les travailleurs du Canada sont aussi compétents que ceux de n'importe quel autre pays. A mon avis, il faut signaler qu'en général, même dans l'industrie de la fabrication, les travailleurs canadiens ont augmenté leur productivité. Si je ne m'abuse, le député d'Oshawa-Whitby (M. Broadbent) a donné lundi l'exemple d'une industrie où c'est arrivé. Cependant, dans l'ensemble de l'industrie de la fabrication, nous ne sommes pas encore tout à fait au niveau des autres pays. De fait, en moyenne, les chiffres sont assez révélateurs. Notre secteur de la fabrication a seulement 80 p. 100 de l'efficacité de celui des États-Unis, mais pendant la période en question et encore à l'heure actuelle, les taux horaires moyens dans les industries de la fabrication sont supérieurs de 7 p. 100 au Canada aux taux horaires aux États-Unis. Notre productivité est inférieure de 20 p. 100 à celle des États-Unis, mais nos salaires moyens sont supérieurs de 7 p. 100 aux salaires américains.

Une voix: C'est un mythe.

M. Trudeau: Le député du NPD dit que c'est un mythe. C'est peut-être un mythe maintenant, mais il n'en était pas ainsi au cours du deuxième trimestre. Ce sont des chiffres que le député peut vérifier auprès du Bureau de la statistique. Le pourcentage est un peu moins élevé aujourd'hui, à cause de la dévaluation, et je pense que si on tient compte de la valeur la plus récente du dollar canadien, les salaires moyens dans l'industrie manufacturière ne sont peut-être que d'environ 2 p. 100 plus élevés qu'aux États-Unis. Cependant la productivité est encore inférieure de 20 p. 100. Il est donc évident que nos

prix sont trop élevés ou que notre productivité est trop faible et il est également certain que l'attitude de l'autruche qu'adopte le NPD vis-à-vis de ces questions—c'est-à-dire qu'il n'y a pas de limite à l'augmentation des salaires du pays—constitue l'une des causes de nos difficultés économiques.

● (1632)

Des voix: Bravo!

M. Trudeau: S'il est vrai que les difficultés que nous éprouvons présentement sont dues au fait que nous vivons au-dessus de nos moyens, le remède devrait être plutôt simple. Il suffit de vivre selon nos moyens—et encore une fois je répète que si notre pays veut vivre selon ses moyens nous devons produire davantage pour continuer à consommer dans la même mesure. Je reconnais que notre gouvernement et d'autres ont commis des erreurs, comme je l'ai déjà dit, en essayant de trop donner d'avantages sociaux à la population canadienne sans que les Canadiens ne soient prêts à les payer en acceptant qu'il y ait un ralentissement dans l'augmentation de leurs biens réels. Nous avons essayé de corriger la situation au cours des deux dernières années. Le président du Conseil du Trésor (M. Andras) ainsi que son prédécesseur ont seulement montré dans quelle mesure ils étaient prêts à agir à cet égard mais ils ont également démontré qu'ils pouvaient réduire les dépenses du gouvernement et ralentir dans une très grande mesure la croissance de la fonction publique.

Il est toutefois évident que lorsqu'il y a beaucoup de chômage il ne suffit pas de réduire les dépenses. Nos propres députés et ceux de l'opposition nous demandent constamment de dépenser davantage pour un important projet ou pour un autre. En fait, la première journée où la Chambre a siégé cette semaine, soit lundi, les partis de l'opposition ont présenté plusieurs motions incitant le gouvernement à dépenser davantage dans certaines régions du pays ou dans certains secteurs de l'économie. Nous devons faire preuve de modération, mais il est clair que sans devenir l'employeur de dernière instance, le gouvernement estime avoir un rôle à jouer dans la création directe d'emplois.

Cette année nous avons prévu un budget de 350 millions de dollars pour la création directe d'emplois. Cette somme a été récemment augmentée de quelque 100 millions de dollars et, s'il m'est permis d'anticiper sur le ministre des Finances (M. Chrétien), je pense que demain il annoncera l'affectation d'une nouvelle tranche de 150 millions de dollars à ce secteur de la création directe d'emplois.

Des voix: Bravo!

M. Trudeau: Donc, cette année et l'année qui vient, le gouvernement fédéral dépensera plus d'un milliard de dollars pour la création directe d'emplois. Tout le monde, bien sûr, a compris qu'en un sens l'État peut créer des emplois. Mais dans notre système, la majorité des emplois doit toujours venir du secteur privé, des investissements privés. Au dernier budget, le gouvernement avait prévu des incitations fiscales à l'investissement privé. Nous faisons ainsi notre possible pour prouver notre confiance dans l'économie. Mais il est incontestable que la relance des investissements et de la croissance ne peut être assurée en premier lieu par les dépenses publiques de création d'emplois. Elle doit venir d'une reprise de confiance par le monde des affaires. Cela est indispensable. Bien sûr, elle pourrait naître des politiques stables réclamées par le chef de l'opposition, mais à la condition qu'à ces politiques s'ajoute la